

Séance ordinaire du lundi 26 juillet 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-six juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Françoise BOUTET-WAISS ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Charles SULTAN ayant donné pouvoir à Elodie BRUN-MANDON, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL

Construction d'une Cité de l'Alimentation - Approbation

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du 30 juillet 2020 la Ville de Montpellier a lancé en priorité le grand chantier de rénovation de la restauration scolaire à Montpellier, en engageant une étude sur l'optimisation de la production alimentaire. Par cette délibération, il s'agit d'inscrire la restauration scolaire dans une politique alimentaire durable, respectueuse de l'environnement et de la santé des enfants, répondant à des objectifs forts liés tant à l'approvisionnement en circuits courts (filières locales d'agriculture urbaine et/ou péri-urbaine), qu'à la réduction du gaspillage alimentaire, à la réduction des déchets, à la lutte contre la précarité alimentaire, et à l'éducation des jeunes générations.

L'UCP de la restauration scolaire de la Ville de Montpellier est en service depuis 1982. Elle a été réhabilitée une première fois dans les années 1993/1994 afin de se mettre aux normes et de pouvoir répondre à un besoin croissant ; ces travaux lui permettant d'assurer dans un premier temps, la fabrication et la livraison de 8 500 repas par jour en moyenne. En septembre 2020, la production conjuguée de l'UCP atteint un seuil de production de 12 600 repas/jour. L'évolution du nombre de repas à servir chaque jour implique une évolution des infrastructures.

Pour mener l'étude les objectifs suivant ont été posés :

Objectifs qualitatifs :

- Garantir une production alimentaire saine, de qualité, biologique, éthique et durable, tout en respectant la législation en vigueur (notamment le règlement CE n°178/2002, et la méthode HACCP (analyse des dangers et maîtrise des points critiques)) ;
- Atteindre les objectifs de la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (EGalim) ;
- Permettre une production à base de produits bruts, en limitant au maximum l'utilisation de produits ultra transformés ;
- Amener la production à évoluer vers des process modernes et innovants (cuisson de nuit, cuisson basse température...) afin d'optimiser la production et les coûts, tout en gardant un mode de production traditionnelle et à base de produits de saison.

Objectifs éducatifs, formation de nouvelles générations sur les questions alimentaires, environnementales, citoyennes :

- Sensibilisation des parties prenantes (enfants et professionnels) au goût, à l'alimentation et à la cuisine ;
- Développer une offre alimentaire flexitarienne en privilégiant la diversité des sources de protéines ;
- Développer la production de recettes végétales « faits maison » ;
- Sensibiliser les enfants à l'alimentation et à la cuisine et (re)création d'un lien « cuisiner-mangeur » ;
- Continuer à former les enfants au tri et au recyclage des déchets.

Objectifs environnementaux :

- Respecter les normes environnementales et étudier la pertinence d'utilisation d'énergies renouvelables ;
- Disposer d'un outil performant constitué d'équipements et de matériels à consommation maîtrisée, afin de réduire les coûts de fonctionnement ;
- Réduire le gaspillage alimentaire ;
- Réduire l'impact environnemental des déchets en les réduisant et en les valorisant (permettre l'utilisation minimale d'emballages, et une gestion des déchets optimale notamment au travers de l'organisation d'un tri sélectif complet).

Objectifs de confort, de plaisir et de convivialité :

- Développer la formation des professionnels de production et de distribution des repas, pour renforcer l'esprit d'un service de qualité ;
- Assurer des conditions d'accueil agréables, en travaillant sur le son, les espaces et la convivialité ;
- Travailler aussi les espaces extérieurs pour la restauration.

Objectifs économiques et sociaux :

- Contribuer à développer et structurer des filières d'approvisionnement alimentaire de proximité au bénéfice de la production locale ;
- Offrir des conditions satisfaisantes de travail au personnel au travers de bâtiments fonctionnels et modernes ;
- Maîtriser les impacts sur les risques professionnels et psychosociaux par une amélioration des organisations et conditions de travail ;
- Développer la formation des professionnels de production et de distribution des repas, pour renforcer l'esprit d'un service de qualité ;
- Développer des systèmes de dons alimentaires simplifiés ;

- Garantir un accès au plus grand nombre et en particulier les publics les plus précaires à une alimentation de qualité via la restauration scolaire ;
- Favoriser les actions d'insertion professionnelle en milieu ordinaire auprès de personnes handicapées adultes, en favorisant la création d'emploi de ces personnes ;
- Favoriser des actions pour l'emploi de personnel en réinsertion et ou en décrochage scolaire.

L'étude qui a associé la société civile au travers d'un Comité de suivi de la restauration scolaire (présidé par l'Adjointe déléguée à la Politique alimentaire et l'agriculture urbaine et composé de chercheurs, d'associations, de producteurs, d'acteurs de la filière agricole et alimentation locale, d'enseignants, de représentants de parents et de professionnels de la restauration) a abouti à la proposition de réalisation d'une Cité de l'Alimentation adossée au MIN, contenant :

- Une Unité de Production Alimentaire (UPA) de 16 000 repas (Ville) dont l'objectif est une ouverture en 2026 ;
- Une Base Logistique de Transformation Primaire (BLTP) pour la Ville et la Métropole dont l'objectif est une ouverture en 2026 ;
- Un tiers-lieu (épicerie solidaire, lieu ressource pédagogique...) avec des cours de cuisine, notamment pour les enfants dont l'objectif est une ouverture en 2025 ;
- Un bus pédagogique itinérant, permettant de décentraliser les animations dont l'objectif est une mise en service en 2025 ;
- Un jardin pédagogique, dont l'objectif est une ouverture en 2026 ;
- Des halles alimentaires accessibles aux habitants du quartier, à programmer ultérieurement.

Le projet global de la Cité de l'Alimentation est estimé à 39,2 M€.

Le projet d'optimisation de la restauration scolaire de la ville comprend également :

- Une unité de production pouvant atteindre jusqu'à 8 000 repas, au nord de la Ville, dont le terrain est à définir pour une mise en service vers 2028. Cette unité pourrait être mutualisée avec les autres communes de la Métropole ;
- Un plan de transformation des restaurants scolaires en selfs sur le mandat ;
- Un plan de formation des agents chargés de la restauration scolaire (ATSEM, AERS et Animateurs) pour améliorer la distribution des repas avec une approche hôtelière ;
- Un programme de sensibilisation à l'alimentation durable pour les enfants, avec des cours de cuisine, des visites des unités de production, de la sensibilisation au bien manger ;
- Développer des potagers pédagogiques dans les écoles en partenariat avec l'Education Nationale ;
- L'expérimentation d'une cuisine satellite dans une école ;
- Des fermes ressources avec potager pédagogique ;
- 5 à 8 tiers-lieux autour de l'alimentation dans la Ville en partenariat avec les associations engagées dans l'aide alimentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création de la Cité de l'Alimentation ;
- De dire que les crédits seront proposés au plan pluriannuel d'investissement et sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- De solliciter les subventions auprès des organismes compétents ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 3 août 2021

**Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Maire absent**

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 3 août 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210726-164135-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 03/08/21
Réception en Préfecture : 03/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.